

ACCORD-CADRE DE MAITRISE D'OEUVRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP DIRCE_PES_2025_AC_MOE_TUN du 13 novembre 2025)

Groupement de commande

ÉTAT – Ministère Chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE)
et
Région Auvergne Rhône Alpes

Le coordonnateur du groupement est : Ministère Chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

ÉTAT – Ministère Chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE) en tant que
coordonnateur d'un groupement de commande avec la Région Auvergne – Rhône-
Alpes
et Région Auvergne Rhône Alpes

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre Est par délégation en
vigueur de Madame la Préfète Coordinatrice des Itinéraires Routiers pour la partie
État
Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre Est par délégation en
vigueur de Monsieur le Président de la Région Auvergne – Rhône-Alpes pour la
partie Région

Objet de l'accord-cadre

Maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des équipements des tunnels de la DIR
Centre-Est

Remise des offres

Date et heure limites de réception : jeudi 15 janvier 2026 à 12h00.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1 - Objet de l'accord cadre.....	5
1.2 - Décomposition en tranches et en lots.....	7
1.3 - Intervenants et forme des notifications.....	7
1.4 - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	9
1.5 - Caractéristiques des marchés de travaux.....	10
1.6 - Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité	10
1.7 - Contrôle des coûts de revient.....	10
1.8 - Dispositions générales.....	10
1.9 - Prestations essentielles nécessairement réalisées par le titulaire.....	14
Il est prévu des prestations essentielles nécessairement réalisées par le titulaire : voir article 2.2 de l'AE de l'accord-cadre.....	14
1.10 - Clauses de réexamen.....	14
1.11 - Exclusivité.....	14
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	14
ARTICLE 3 - PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	15
3.1 - Tranche(s) optionnelle(s).....	15
3.2 - Contenu des prix.....	15
3.3 - Variation dans les prix.....	15
3.4 - Prix nouveaux.....	16
ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET PENALITES.....	17
4.1 - Durée de l'accord-cadre.....	17
4.2 - Pénalités.....	17
ARTICLE 5 - RÉSILIATION.....	17
5.1 - Principes généraux.....	17
5.2 - Articulation avec les marchés subséquents.....	18
ARTICLE 6 - PASSATION DES MARCHES SUBSÉQUENTS.....	18
6.1 - Modalités de passation des marchés subséquents.....	18
6.2 - Représentation du pouvoir adjudicateur.....	19
6.3 - Co-traitance.....	19
6.4 - Conditions de la consultation.....	20
ARTICLE 7 - MARCHES SUBSÉQUENTS : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	21
7.1 - Forme et objet des marchés subséquents.....	21
7.2 - Titulaire.....	21
7.3 - Contenu de la mission.....	21

7.4 - Décomposition en tranches et en lots.....	21
7.5 - Intervenant et forme des notifications.....	22
7.6 - Autres dispositions générales.....	23
7.7 - Durée des marchés.....	23
7.8 - Délai d'exécution.....	24
ARTICLE 8 - PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSÉQUENTS.....	28
ARTICLE 9 - PRIX DES MARCHES SUBSÉQUENTS.....	28
9.1 - Contenu des prix.....	28
9.2 - Règlement des comptes et paiements.....	28
9.3 - Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	34
9.4 - Variation des prix.....	34
9.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	35
9.6 - Rémunération.....	36
9.7 - Approvisionnements.....	36
9.8 - Variantes pour les marchés de travaux.....	36
ARTICLE 10 - EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE APRÈS LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX.....	37
10.1 - Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement.....	37
10.2 - Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	37
10.3 - Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	37
10.4 - Comparaison entre réalité et tolérance.....	37
10.5 - Travaux modificatifs ou supplémentaires.....	38
10.6 - Réduction pour dépassement du seuil de tolérance.....	38
ARTICLE 11 - SUIVI DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	39
11.1 - Ordres de service du MOE à destination des entrepreneurs.....	39
11.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	39
ARTICLE 12 - PÉNALITÉS.....	41
12.1 - Pénalités pour retard d'exécution.....	41
12.2 - Autres pénalités.....	42
ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	44
13.1 - Retenue de garantie.....	44
13.2 - Avances.....	44
ARTICLE 14 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	45
14.1 - Définitions.....	45
14.2 - Régime des connaissances antérieures.....	45
14.3 - Régime des droits de propriété intellectuelle.....	46
ARTICLE 15 - ADMISSION – ARRÊT DES PRESTATIONS.....	47
15.1 - Admission.....	47
ARTICLE 16 - DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES.....	48
16.1 - Informations réciproques des cocontractants.....	48
16.2 - Réunions de suivi et rendez-vous techniques.....	49
16.3 - Gestion de la qualité.....	49
ARTICLE 17 - RESPECT DU PROGRAMME ET DES RÈGLES DE L'ART.....	49
17.1 - Respect du programme.....	49
17.2 - Écarts aux règles de l'art.....	50

ARTICLE 18 - RÉSILIATION DES MARCHES SUBSÉQUENTS.....	50
18.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général.....	50
18.2 - Résiliation du marché aux torts du MOE ou cas particulier.....	50
18.3 - Résiliation du marché par arrêt des prestations ou autres cas de résiliation.....	50
ARTICLE 19 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	51

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans la suite du présent document le "Maître de l'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet de l'accord cadre

1.1.1 Objet

La DIR Centre-Est a proposé en juillet 2019 un programme pluriannuel de renouvellement des équipements de 30,5 M€ sur 9 années (2020-2028), et un besoin annuel de l'ordre de 3,3 M€.

Ce programme concerne une grande diversité d'équipements (alimentation électrique, éclairage, ventilation, vidéosurveillance couplée à une détection automatique d'incidents (DAI), radiocommunications, signalisation, automatismes, supervision, ...), avec des coûts de travaux parfois conséquents, et propose un tracé budgétaire. Ce programme est actualisé annuellement en fonction de l'avancement de sa mise en œuvre, du contexte budgétaire et de l'état des équipements.

La structure de l'ingénierie de la DIR Centre-Est étant insuffisante pour assurer la maîtrise d'œuvre en plus du pilotage, l'objet du présent accord-cadre est donc de pouvoir confier à son titulaire tout ou partie de la MOE des projets de renouvellement d'équipement des tunnels.

Aussi, les projets de renouvellement d'équipements pourront concerner :

- **l'ensemble des ouvrages de la DIR Centre-Est ;**
- **l'ensemble des catégories d'équipements qui y sont installées.**

Le programme est présenté dans le CCTP.

Cet accord-cadre sera mono-attributaire et exécuté par la conclusion de marchés subséquents. Il permettra :

- de disposer de compétences techniques et des disponibilités suffisantes ;
- de disposer d'un prestataire assurant le suivi de l'exécution du programme pluriannuel de renouvellement dans son ensemble ;
- de consulter le MOE à chaque besoin spécifique, soit pour une mission complète dans le cadre d'une nouvelle opération, soit pour des éléments de mission successifs (par exemple un DIA suivi d'une MOE classique), à partir d'éléments disponibles potentiellement variés : IDP, rapports de maintenance...

Le présent marché intervient dans le cadre du groupement de commande mis en place entre la DIRCE, la DIRMC et la Région suite à l'expérimentation 3DS qui a débuté le 1^{er} janvier 2025. À noter que ce marché est hors périmètre de la DIRMC.

Le marché concerne 2 périmètres différents, État et Région, qui donneront lieu à des modalités d'exécution différentes décrites dans les articles y afférant. Une carte du réseau est jointe en annexe au présent CCAP.

1.1.2 Procédure

Conformément aux dispositions des articles L.2172-1, L.2432-1 et L.2432-2, et R.2172-1 à R.2172-6, et R.2432-1 à R.2432-6 du CCP, **le présent marché est un accord-cadre mono attributaire à marchés subséquents, sans montant minimum mais avec un montant maximum. Il a pour objet la réalisation de prestations de maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des équipements des tunnels de la DIR Centre-Est sur le périmètre Etat et Région.**

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage.

1.1.3 Lieux d'exécution

Le lieu d'exécution des marchés subséquents est précisé dans le CCTP, paragraphe 1.2.

1.1.4 Programme pluriannuel de renouvellement des équipements des tunnels de la DIRCE

Le programme établit une liste d'opération de renouvellement à entreprendre dans les prochaines années. Il est présenté dans le CCTP à l'article 2.

Les projets de renouvellement d'équipements pourront concerner :

- l'ensemble des ouvrages de la DIR Centre-Est ;
- l'ensemble des catégories d'équipements qui y sont installées.

1.1.5 Éléments de mission

Les missions suivantes pourront être confiées au titulaire au travers de marchés subséquents :

- D'une part, pour chacun de projets de renouvellement d'équipement, de missions normalisées de maîtrise d'œuvre relatives à des projets précis de renouvellement d'équipements telles que :
 - Études d'avant projet (AVP) ;
 - Études de projet (PRO) ;
 - Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du contrat de travaux (AMT) ;
 - Visa des études d'exécution (VISA) ;
 - Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
 - Ordonnancement - coordination – pilotage du chantier (OPC) ;
 - Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Pour chaque projet de renouvellement d'équipement, l'adaptation du superviseur tunnels est réputée incluse dans chaque élément de mission.

- D'autre part des missions complémentaires, définies précisément lors des marchés subséquents y faisant appel, et rentrant dans le cadre de la maîtrise d'œuvre ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage telle que :
 - Études de diagnostic (DIA) ;
 - Assistance au chef de SES pour le suivi de l'avancement du programme de renouvellement des équipements, y compris pour les opérations dont la réalisation de la MOE est faite en régie (faisant objet du premier marché subséquent) ;
 - Appropriation d'études antérieures ;
 - Visa des études d'exécution avec contrôle intermédiaire (VISA intermédiaire) ou avec contrôle renforcé (VISA renforcé) ;
 - Gestion des réseaux concessionnaires ;
 - L'assistance pour la mise en œuvre du contrôle extérieur ;
 - Élaboration de Plan d'Intervention et de Sécurité (PIS) Travaux ;
 - Élaboration d'une Notice d'Exploitation Sous Chantier (NESC) ;
 - Evolution du superviseur tunnels hors projet de renouvellement d'équipements (migration technologique du superviseur, ...).

Ces missions peuvent être complétées en fonction de l'évolution des projets par des assistances spécifiques ayant un lien direct avec le programme de renouvellement des équipements et la maîtrise d'œuvre.

Aussi, la liste des missions complémentaires qui peuvent être dévolues n'est pas définie de manière exhaustive. Les marchés subséquents pourront prévoir des missions complémentaires non listées ci-dessus.

La mission intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du code de l'environnement et de ses textes d'application.

1.2 - Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux n'est pas allotie.

Il est à noter toutefois que les marchés subséquents (MS) pourront être décomposés en tranches.

1.3 - Intervenants et forme des notifications

1.3.1 Mandataire du maître de l'ouvrage

Sans objet.

1.3.2 Co-traitance

Un titulaire de l'accord-cadre peut être constitué de plusieurs opérateurs économiques. Ceux-ci sont considérés comme groupés et sont appelés co-traitants. La forme du groupement est libre (conjoint ou solidaire).

Le mandataire du groupement est désigné par les autres membres (cf. Acte d'Engagement). Il représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

L'acte d'engagement sera daté et signé par le représentant habilité du candidat ou par le représentant habilité du mandataire qui justifie des habilitations nécessaires en cas de groupement solidaire.

1.3.3 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial. La gestion des sous-traitants se fait au niveau de chaque marché subséquent.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.8.4 ci-après.

Conformément à l'article R.2193-4 du CCP, le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation des sous-traitants direct et indirect et agrément des conditions de paiement pour les seuls sous traitants directs.

1.3.4 Représentation du pouvoir adjudicateur

A l'exception des procédures de passation des marchés subséquents, pour l'exécution de l'accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est, sous réserve de changements ultérieurs : Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre Est par délégation en vigueur de Madame la Préfète Coordinatrice des Itinéraires Routiers pour la partie État ; et Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre Est par délégation en vigueur de Monsieur le Président de la Région Auvergne – Rhône-Alpes pour la partie Région.

Pour les procédures de passation des marchés subséquents et l'exécution des marchés subséquents qui en découlent : se référer au 6.2 - .

1.3.5 Notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. .

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Sauf indication contraire fournie par le titulaire, les notifications seront effectuées à l'adresse électronique figurant à l'article premier de l'acte d'engagement.

1.4 - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.4.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à tenir confidentiel tout document, toute information et toutes données de quelque nature que ce soit, portés à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et de ses marchés subséquents, et s'engage à ne pas divulguer à quiconque ni pendant l'exécution de l'accord-cadre ni après qu'il ait cessé de produire ses effets.

Le titulaire s'engage à prendre toutes ses dispositions utiles pour faire respecter par son personnel et/ou ses sous-traitants éventuels les dispositions relatives à la confidentialité.

1.4.2 Protection des données personnelles

Conformément aux dispositions de l'article 5.2.1 du CCAG-MOE, dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire sont tenus de respecter la réglementation en vigueur relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « RGPD ») et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au contrat ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Il est précisé que l'acheteur et le titulaire sont amenés à s'échanger des données à caractère personnel concernant leurs agents, y compris plus généralement toute personne participant à leur activité (stagiaires, intérimaires, ...), pour les seules finalités liées à l'exécution et au suivi du marché (conclusion, exécution, communication par l'acheteur de ses instructions de traitements conformément à l'article 1.1, ...). La partie recevant ces données à caractère personnel agira en qualité de responsable du traitement de ces données au sens du RGPD et fera son affaire de respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la réglementation en vigueur.

Pour les besoins du présent article, le « Responsable du traitement » est dénommée l'acheteur et le sous-traitant, au sens du RGPD, est dénommé « le titulaire ». La « sous-traitance ultérieure » au sens du RGPD est régie à l'article « Protection des données personnelles - Sous-traitance » du présent CCAP.

1.5 - Caractéristiques des marchés de travaux

Les caractéristiques des marchés et consultations nécessaires à la réalisation des projets de renouvellement seront définis lors des marchés subséquents.

Toutefois, il est à noter que, le cas échéant, le titulaire pourra être amené à utiliser les marchés déjà conclus par la DIR CE tels que :

- Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande de TMA de la supervision et automates des tunnels de la DIRCE (lot unique pour tous les ouvrages de la DIR CE) ;
- Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande de maintenance préventive et corrective des équipements des tunnels de la DIRCE, hors automates ;
- Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande de maintenance des équipements dynamique de la DIR Centre-Est ;
- Accord-cadre relatif à la fourniture, le génie civil, la pose et la mise en service de panneaux à message variable.

1.6 - Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

Sans objet.

1.7 - Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1.8 - Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues ci-dessous.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1.8.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le

titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.8.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.8.2.1- Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte de l'accord-cadre et des marchés subséquents est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 9.2.5 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.8.3 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a) Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France, qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public, doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail, désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b) Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France, sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG MOE.

c) Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 12.2.10.

1.8.4 Responsabilités et Assurances

a) Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

b) Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le maître d'œuvre et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à

couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Sauf dérogation dans le CCAP du marché subséquent (CCAPS), les polices devront apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 7 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels consécutifs : 1 000 000 € par sinistre et par année ;
- dommages immatériels non consécutifs : 100 000 € par sinistre et par année.

Des garanties spécifiques pourront être demandées au niveau des marchés subséquents en fonction de leur nature particulière.

c) Assurances de responsabilité civile décennale

Lorsque les travaux relèvent de la responsabilité décennale des constructeurs, l'entreprise devra être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale dont les garanties minimales sont supérieures ou égales au montant du marché subséquent.

1.8.5 Dispositions communes

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1.8.6 Clauses sociales et environnementales

- Clauses sociales (périmètre Etat) : sans objet

- Clauses environnementales : un critère de performance en matière de protection de

l'environnement est prévu comme critère de jugement des offres. Le MOA pourra s'assurer du respect des engagements du titulaire en cours de marché et que lorsqu'il n'aura pas la possibilité de les vérifier lui-même, le titulaire devra en apporter la preuve dans les 15 jours ouvrés sur simple demande du MOA. A défaut, les pénalités prévues à l'article 4.2 - seront mises en œuvre.

1.9 - Prestations essentielles nécessairement réalisées par le titulaire

Il est prévu des prestations essentielles nécessairement réalisées par le titulaire : voir article 2.2 de l'AE de l'accord-cadre.

1.10 - Clauses de réexamen

Sans objet

1.11 - Exclusivité

Le titulaire bénéficie d'une exclusivité pour la réalisation de prestation de maîtrise d'œuvre entrant dans le cadre des programmes de renouvellement des équipements des tunnels de la DIRCE.

Des dérogations à la clause d'exclusivité sont à prévoir pour :

- Les prestations réalisées par les services de l'État ou ses établissements publics (CEREMA, CETU, DIR, etc.) ;
- Pour un dossier donné, les prestations confiées à des prestataires qui sont historiquement déjà titulaires sur ce dossier ;
- Les prestations pour lesquelles le titulaire a été dans l'incapacité de remettre une offre lors d'une consultation pour un MS,
- Les prestations pour lesquelles, à la fin de la procédure de consultation pour un MS, l'offre du titulaire est déclarée anormalement basse, irrégulière, inacceptable ou inappropriée.

Pour être délié de l'exclusivité, l'acheteur public doit avoir déclaré sans suite une procédure d'attribution dans les conditions prévues au 6.4.4.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A - Pièces particulières

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières de l'accord-cadre (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de l'accord-cadre, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le bordereau des prix de l'accord-cadre (BP), constituant des plafonds lors de l'établissement des prix des marchés subséquents ;

- L'offre technique du titulaire. L'acheteur se laisse la possibilité d'exclure certains éléments au moment de l'attribution par le biais d'une mise au point ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- La note environnementale, prévue par le Règlement de consultation ;
- Les avenants et leurs annexes.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, la notification du marché ne comprend qu'une copie de l'acte d'engagement. Les autres pièces sont celles contenues dans l'offre du titulaire ou mises en ligne sur le profil acheteur.

B - Pièces générales

Les documents applicables sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

ARTICLE 3 - PRIX DE L'ACCORD-CADRE

3.1 - Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3.2 - Contenu des prix

Sauf dispositions contraires, les prix de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

Les prestations faisant l'objet d'un marché attribué par exécution du présent accord-cadre sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le montant est défini à l'occasion de l'attribution de chaque marché subséquent.

Les montants des prix unitaires et/ou forfaitaires du BP, ainsi que leur sous-détails et décompositions éventuels, représentent des prix maximaux de prestations que s'engagent à respecter le titulaire de l'accord-cadre lors des consultations menées pour l'attribution d'un MS. En cas de dépassement, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.

3.3 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1 Révision des prix

Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3.3.3 et 3.3.4.

3.3.2 *Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre*

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3.3.3 *Choix de l'index de référence*

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la mise à jour des prix de l'accord-cadre est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités y compris celles qui résultent de l'application de l'article 15 du CCAG.

3.3.4 *Modalités de révision des prix*

Les prix unitaires utilisés à titre de référence dans l'accord-cadre sont **mis à jour annuellement par le titulaire** par application du coefficient multiplicateur C_n défini ci-après

$$C_n = I_{n-3}/I_0$$

I_0 = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Dernière valeur de l'index de référence **I** connue au mois d'établissement de la révision des prix moins 3 mois.

Cette formule de mise à jour de prix est utilisée pour définir les prix maximum de l'accord-cadre qui serviront de référence pour l'établissement des marchés subséquents.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Il n'y aura pas de révision provisoire.

Dans le cas où l'indice ne serait plus publié par les services éditeurs de statistiques (INSEE, etc.) pendant la durée du contrat mais qu'un indice de substitution serait mis en place, l'acheteur prendra acte de ce changement par ordre de service. Dans l'hypothèse où l'indice supprimé ne serait pas remplacé par un nouvel indice, l'acheteur choisira de nouveaux indices et/ou index par avenant.

3.4 - Prix nouveaux

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RPA ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 14 du CCAG.

ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET PENALITES

4.1 - Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est précisée dans l'acte d'engagement.

4.2 - Pénalités

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 16.2.4, les pénalités pour retard sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4.2.1 *Modification de la Direction de projet*

Le non-respect par le titulaire de ses engagements, en affectant au suivi du présent accord cadre une personne dont le profil n'est pas conforme à celui déposé à l'appui de l'offre, entraîne l'application d'une pénalité mensuelle, sur chaque marché subséquent en cours, fixée à 1 % du montant du marché.

L'application de ces pénalités n'interdit pas au RPA d'appliquer une réfaction sur le prix des prestations exécutées si la qualité des prestations a été insatisfaisante du fait de ce changement.

Le titulaire sera toutefois dispensé de cette pénalité si, soit :

- Il a informé par écrit le MOA au préalable en lui proposant un intervenant de substitution disposant de compétences équivalentes, et le MOA a accepté cette substitution ;
- Il démontre que la personne substituée a des compétences au moins équivalentes à celle de la personne dont le CV a été déposé.

4.2.2 *Retard dans la fourniture de document*

En cas de retard dans la fourniture de documents (de toute nature y compris sur la mise en œuvre des mesures environnementales) telle que prévue dans l'accord-cadre, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 300 € (trois cents euros)

ARTICLE 5 - RÉSILIATION

5.1 - Principes généraux

Par dérogation aux articles 25 à 31 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations

mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 28.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 31 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1.3.5 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 inclus du CCAG, avec les précisions décrites dans le présent article.

5.2 - Articulation avec les marchés subséquents

Une fois la décision de résiliation de l'accord-cadre prise, le titulaire ne peut plus participer à aucune consultation. Le RPA précise la date d'effet de sa décision de résiliation afin de prendre en considération l'ensemble des marchés subséquent éventuellement en cours.

La prise d'effet de la résiliation de l'accord-cadre entraîne la résiliation des marchés subséquents encore en cours.

ARTICLE 6 - PASSATION DES MARCHES SUBSÉQUENTS

6.1 - Modalités de passation des marchés subséquents

Lors de la survenance des besoins, le titulaire issu de l'accord-cadre sera systématiquement consulté sur la base des documents de la consultation du marché subséquent. Le titulaire sera tenu de remettre une offre pour chaque consultation subséquente.

Les marchés subséquents feront l'objet d'une consultation par dossier adressé au titulaire de l'accord-cadre. La transmission se fera par le profil d'acheteur (PLACE).

Le dossier de consultation du marché subséquent mentionnera au minimum les éléments suivants :

- L'intitulé et les descriptifs du marché subséquent ;

- La date limite de remise des offres ;
- Le descriptif des prestations d'ingénierie et / ou de l'opération de travaux.

Le titulaire est tenu de remettre une offre à chaque consultation subséquente dans un délai fixé par le CCAPS.

Ce délai sera d'au moins 10 jours ouvrés après notification du dossier de consultation.

6.2 - Représentation du pouvoir adjudicateur

Dans les limites du seuil de leur délégation respective, pour la passation et l'exécution des marchés subséquents, la représentation du pouvoir adjudicateur pourra être assurée :

- Pour la DIR Centre-Est : par le chef du service Exploitation et Sécurité, le chef du Pôle Équipements et Systèmes, le Chef du Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie de Chambéry ou tout autre personne de l'équipe projet de la DIR CE. Au-dessus de ce seuil, la représentation du pouvoir adjudicateur sera assurée par la directrice de la DIR Centre-Est.
- Pour la Région : par la directrice de la DIR Centre-Est.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) sera désigné dans chaque marché subséquent.

Sauf disposition contraire ou complémentaire dans le CCAPS, pour l'exécution des marchés subséquents, le représentant du pouvoir adjudicateur assume les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai ;
- Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles ;
- Signature et notification des ordres de service ;
- Réception de la demande de paiement ;
- Proposition d'acceptation, de rectification de la facture ou de complément de la demande de paiement ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications que les constatations soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne.

6.3 - Co-traitance

Il est à noter qu'aucun opérateur économique supplémentaire ne peut intégrer un accord cadre en cours d'exécution : aussi, les candidatures au marché subséquent sont nécessairement portées par le même groupement, il n'est donc pas possible de prévoir une nouvelle co-traitance.

6.4 - Conditions de la consultation

6.4.1 Variantes

Par défaut, les variantes sont refusées. S'il y a lieu, elles seront autorisées explicitement lors des consultations subséquentes.

6.4.2 Documents fournis aux candidats

- L'Acte d'Engagement du marché subséquent (AES) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières Spécifiques (CCAPS) au marché subséquent ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières Spécifiques (CCTPS) au marché subséquent et ses annexes éventuelles ;
- Le Bordereau des Prix du marché subséquent (BPS) et éventuellement le ou les cadres de décomposition du montant ;
- Le Détail Estimatif subséquent (DES) ;
- D'éventuelles pièces complémentaires destinées à figurer, ou données à titre indicatif, dans le marché subséquent.

6.4.3 Jugement et classement des offres pour les marchés subséquents

Le titulaire est tenu de remettre une offre.

Seul sera ouvert un pli qui a été reçu au plus tard à la date et l'heure limites de remise de l'offre.

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Conformément à l'article 3, si les prix indiqués pour le marché subséquent ne respectent pas les maximaux définis au BP, l'offre sera considérée comme irrégulière au sens de l'article R. 2152-2 du code de la commande publique.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estime nécessaire.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Le titulaire en sera informé.

Pour les marchés subséquents à prix unitaires et/ou forfaitaires :

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre du candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, le candidat sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Pour les marchés subséquents à prix global forfaitaire :

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre du candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, le candidat sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

6.4.4 Abandon de procédure

En application des articles R.2185-1 et R.2185-2, le RPA pourra à tout moment déclarer la procédure sans suite, en la déclarant sans suite. La décision est motivée par l'infructuosité de la procédure ou par tout motif d'intérêt général.

ARTICLE 7 - MARCHES SUBSÉQUENTS : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

7.1 - Forme et objet des marchés subséquents

La forme du marché subséquent sera précisée dans le dossier de consultation des entreprises des marchés subséquents. Conformément à l'article R2162-8 du CCP, un marché subséquent pourra lui-même prendre la forme d'un accord-cadre à bon de commande.

Le montant du marché subséquent sera précisé dans l'acte d'engagement du marché.

Les caractéristiques des marchés et consultations nécessaires à la réalisation des projets de renouvellements seront définies lors dans les marchés subséquents.

Le cas échéant, le titulaire pour être amené à utiliser les marchés déjà conclus par la DIR CE (cf.1.5 -). A noter que la préparation des commandes de ces marchés existants à partir des études pourra donner lieu à une mission complémentaire, en particulier lorsque ces commandes nécessitent de produire des demandes de devis et de les valider.

7.2 - Titulaire

Sauf dans les cas de sortie de la clause d'exclusivité prévue à l'article 1.11, le titulaire des marchés subséquents est le titulaire de l'AC.

7.3 - Contenu de la mission

Le contenu des missions de MOE sera précisé dans le dossier de consultation et les pièces constitutives du marché subséquent remis au titulaire.

7.4 - Décomposition en tranches et en lots

Les marchés subséquents pourront être décomposés en tranches.

7.5 - Intervenant et forme des notifications

7.5.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

cf. §1.3.3

Conformément à l'article L2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du RPA l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

A cette fin, les déclarations de sous-traitants sont formulées dans le projet d'acte spécial. Le formulaire DC4 peut être utilisé en tant qu'acte spécial ; ce dernier est téléchargeable sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R2193-1 du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle du sous-traitant visée à l'article 1.8.4 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG, dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant, le RPA le notifie au titulaire qui est chargé d'en informer le sous-traitant.

7.5.2 Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

Les dispositions prévues au §1.3.5 pour l'accord-cadre sont en tout point applicables aux marchés subséquents.

7.5.3 Dispositions générales

8.5.3.1 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Les dispositions prévues au § 1.8.1 pour l'accord-cadre sont en tout point applicables aux marchés subséquents.

8.5.3.2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

Les dispositions prévues au § 1.8.2 pour l'accord-cadre sont en tout point applicables aux marchés subséquents.

8.5.3.3 - Responsabilités et Assurances

Les dispositions prévues au § 1.8.4 pour l'accord-cadre sont en tout point applicables aux marchés subséquents. Un marché subséquent pourra toutefois prévoir des dispositions contractuelles spécifiques en complément ou remplacement de celles prévues au § 1.8.4.

7.5.4 Clauses sociales et environnementales

7.5.4.1 - Clauses sociales

Sans objet.

7.5.4.2 - Clauses environnementales

Les marchés subséquents pourront prévoir des clauses environnementales spécifiques.

7.6 - Autres dispositions générales

7.6.1 *Modification / Réexamen d'un marché subséquent*

Conformément à l'article R2194-1 du CCP, un marché subséquent pourra prévoir des clauses de réexamen pour en permettre la modification.

Clause de réexamen n°1 pour les marchés subséquents – Modification du marché en fonction de l'évolution de l'estimation du coût prévisionnel

Les modifications éventuelles des marchés subséquents afin d'ajuster la rémunération du titulaire en fonction de l'évolution de l'estimation du **Coût Prévisionnel** (cf. 9.6.3) sur la base de l'avant-projet produit par le titulaire et approuvé par le MOA pourront être faite par OS du RPA.

En l'absence d'accord expresse, le titulaire est réputé avoir accepté les modifications apportées si, dans le délai de 30 jours suivant la notification de l'OS, il n'a pas présenté de réserve accompagnée de toutes les observations qu'il juge nécessaire. S'il émet des réserves, le MOA et le MOE procèdent alors par avenant pour modifier le contrat.

Clause de réexamen n°2 pour les marchés subséquents – Modification liée à une modification du programme ou de la mission

Dès lors qu'il s'agira de modifier la rémunération du MOE, en cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, la rémunération est adaptée à partir d'une proposition du MOE faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

Cette proposition fait l'objet d'une négociation. Les modifications éventuelles des marchés subséquents pourront être faite par OS du RPA.

En l'absence d'accord expresse, le titulaire est réputé avoir accepté les modifications apportées si, dans le délai de 30 jours suivant la notification de l'OS, il n'a pas présenté de réserve accompagnée de toutes les observations qu'il juge nécessaire. S'il émet des réserves, le MOA et le MOE procèdent alors par avenant pour modifier le contrat.

7.6.2 *Ordres de service des marchés de travaux*

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché de travaux.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre devront être formalisées au niveau du marché subséquent.

Les ordres de service seront signés par :

- Le chef de service de SES ou son représentant ;
- Le maître d'œuvre (cf 11.1 -).

7.7 - Durée des marchés

La durée des marchés subséquents est fixée dans l'AES conformément aux dispositions de l'article 2 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

7.8 - Délai d'exécution

Les tableaux suivants fixent les délai et point de départ du délai de chaque tâche / mission à titre indicatif. Les délais d'exécution d'une mission confiée, pour l'exécution de certaines tâches, livrables ou ensembles de prestations (éléments de mission) pourront être modifiés dans les marchés subséquents.

Mission	Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai	Délai
AVP	Rédaction	Rédaction initiale de l'avant-projet.	Accusé de réception de l'ordre de service du RPA	45 jours
	Validation	Reprise après avis du RPA	Date d'envoi des remarques du RPA, par courriel	15 jours
PRO	Rédaction	Rédaction initiale du projet	Accusé de réception de l'ordre de service du RPA	45 jours
	Validation	Reprise après avis du RPA	Date d'envoi des remarques du RPA, par courriel	15 jours
AMT	DCE	Préparer le(s) Dossier(s) de Consultation des Entreprises (DCE)	Accusé de réception de l'ordre de service du RPA	30 jours
		Reprise du DCE après avis du RPA	Date d'envoi des remarques du RPA, par courriel	15 jours
	Analyse des candidatures et des offres	Fournir le rapport d'analyse des candidatures et des offres	Date de la remise au titulaire des plis des candidats	21 jours
		Reprise de l'analyse après avis du RPA	Date d'envoi des remarques du RPA, par courriel	7 jours
	Mise au point des dossiers marchés	Procéder à la mise au point du/des dossier(s) marché(s).	Date de signature du rapport interne d'analyse des candidatures et des offres	15 jours
VISA	Première présentation au visa	Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur	14 jours
	Présentation après modification(s)	Contrôler et viser ou faire part de ses nouvelles observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur.	7 jours
DET	Comptes rendus de réunion	Établir et diffuser les comptes rendus de réunion	Date de la réunion	3 jours

Mission	Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai	Délai
	Constats	Procéder aux constatations	Date de la demande de l'entrepreneur	5 jours
	Notification des décisions	Notifier les décisions du RPA	Accusé de réception de la décision du RPA	2 jours
	Mémoires de réclamation et réserves sur OS	Instruire les mémoires de réclamation	Accusé de réception de la réclamation de l'entrepreneur	30 jours
	État d'avancement	Établir l'état d'avancement.	Cf. tableau suivant : mission OPC	
	Projets de décomptes et soldes	Validation des projets de décompte	Date de réception des projets de décompte des entreprises	7 jours
		Établir les décomptes généraux et soldes.	Accusé de réception du document ou du récépissé de remise.	Jusqu'à la plus tardive des 2 dates suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – 10 jours après la réception du projet de décompte final ; – 10 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.
	Points d'arrêts	Lever les points d'arrêts définis par les différents marchés de travaux.	Date de demande de levée des points d'arrêts par l'entrepreneur.	Délais à fixer dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) des marchés de travaux.
	Note de synthèse	Note préalable à chaque réunion avec le MOA lors des travaux.	Une semaine avant la réunion	7 jours
	OPC	Calendrier des documents d'exécution	Établir le calendrier d'établissement des documents d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Accusé de réception par le titulaire de la notification de la décision du RPA de commencer la tâche.
		Calendrier détaillé	Établir le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Accusé de réception par le titulaire de la notification de la décision du RPA de commencer la tâche.

Mission	Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai	Délai
	Mise à jour du calendrier détaillé	Mettre à jour le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs	Accusé de réception de la demande du RPA	5 jours
	AOR	OPR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR) et préparation du document de base de remise à l'exploitant, conformément à la procédure de la DIR CE	<p>Suivant le mode de dévolution des marchés de travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> – date de réception de l'avis de l'entrepreneur ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis. <p>Ou</p> <ul style="list-style-type: none"> – date de réception, par le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis
		Proposition de réception	Proposer la réception au RPA et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	Date du procès verbal des OPR
		DOE ①	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage.	Après réception par le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre de tous les documents dus par les entrepreneurs
		Examen des désordres	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).	Date de saisine par le RPA
		PV de levée des réserves	Établir le procès-verbal de levée des réserves.	Accusé de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.

① Certains documents (pièces nécessaires au fonctionnement et à la maintenance de l'ouvrage, etc.) doivent être remis au plus tard lors des opérations préalables à la réception

ARTICLE 8 - PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSÉQUENTS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, et sauf mention contraire dans le CCAPS, les pièces constitutives des marchés subséquent sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A - Pièces particulières au MS

- L'acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RA fait seul foi (AES) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières Spécifiques (CCAPS) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières Spécifiques (CCTPS) et ses annexes éventuelles ;
- Le bordereau des prix du marché subséquent (BPS) ;
- Les avenants et leurs éventuelles annexes.

B - Pièces de l'AC

- Le présent CCAP ;
- Le CCTP de l'accord-cadre et ses annexes.

C - Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG), fascicule 65, applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3.3.2 du présent CCAP.

ARTICLE 9 - PRIX DES MARCHES SUBSÉQUENTS

9.1 - Contenu des prix

Sauf dispositions contraires, les prix des marchés subséquents sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

Les prestations faisant l'objet d'un marché attribué par exécution du présent accord-cadre sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le BPS.

9.2 - Règlement des comptes et paiements

NB : il pourra être dérogé aux présents paragraphes au sein de chaque MS.

9.2.1 Décomptes et acomptes

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué en traitant de façon séparée les commandes État et Région. Il sera effectué de manière étanche. Il sera réalisé par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du MOA.

Il est demandé au titulaire de remettre au MOA la liste de prix du marché subséquent au format .csv afin de permettre son intégration dans les différents systèmes (les règles quant aux caractères séparateurs et à l'encodage du texte seront précisées lors de la demande par le MOA).

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé à l'article 11 du CCAG dans les conditions suivantes :

A. Acomptes

A partir de la demande d'acompte présentée par le MOE, le RPA détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte qui fait ressortir :

- a) l'évaluation, en prix de base, de la fraction du montant du marché à régler compte tenu des prestations effectuées depuis le début du marché ;
- b) les pénalités ou réfections éventuelles prévues au présent CCAP, et ce, depuis le début du marché. Les pénalités pour retard font l'objet d'un décompte spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard et les dates d'échéance contractuelle retenues ;
- c) l'évaluation, en prix de base et hors TVA, du montant dû au MOE depuis le début du marché, qui est égal au poste **a** diminué du poste **b** ci-dessus ;
- d) le montant, en prix de base et hors TVA, du poste **c** de l'état d'acompte précédent ;
- e) le montant, en prix de base et hors TVA, dû au titre de l'acompte, qui est égal au poste **c** du présent état diminué du poste **d** ci-dessus ;
- f) l'incidence de la clause de variation des prix appliquée, conformément à l'article 3.3.1, sur le poste **e** ci-dessus ;
- g) le moment venu, l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance;
- h) l'incidence de la TVA ;
- i) le montant de l'acompte à verser, ce montant est la récapitulation des montants **e**, **f**, **g** et **h** ci-dessus.

B. Décomptes

A l'avancement d'une prestation ou à la demande du titulaire, le titulaire remet un projet de décompte assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés. Il contient une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Par dérogation à l'article 11.7.3 du CCAG, le maître d'ouvrage notifie au titulaire, par le biais de la plateforme PLACE, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte

mensuel tel que défini à l'article 11.3.2 du CCAG MOE.

C. Décompte final

Le décompte final fait apparaître :

- a) le montant figurant dans la demande de paiement du solde adressée par le MOE, éventuellement rectifié par le RPA ;
- b) les pénalités, réfections ou réductions éventuelles, et ce, depuis le début du marché ; Les pénalités pour retard font l'objet d'un décompte spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard et les dates d'échéance contractuelle retenues ;
- c) le montant, en prix de base et hors TVA, dû au titre de la mission, qui est égal au poste **a** diminué du poste **b** ci-dessus ;
- d) le montant, en prix de base et hors TVA, du poste **c** de l'état d'acompte précédent ;
- e) le montant, en prix de base et hors TVA, du solde, qui est égal au poste **c** du présent décompte diminué du poste **d** ci-dessus ;
- f) l'incidence de la clause de variation des prix appliquée, conformément à l'article 3.3.1, sur le poste **e** ci-dessus ;
- g) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance ;
- h) l'incidence de la TVA.

Le titulaire valide et adresse au maître d'ouvrage, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des prestations, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final (qui concatène les décomptes finaux de chaque pouvoir adjudicateur) établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire.

Si le RPA n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 11.8.2 du CCAG, par dérogation au 11.8.5 du CCAG, le titulaire met en demeure le RPA d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RPA dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

En complément de l'article 11.8 du CCAG, dans le projet de décompte final, le titulaire doit récapituler les réserves qu'il a émises régulièrement et qui n'ont pas été levées, sous peine de les voir abandonnées.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui

restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

9.2.2 Périodicité de règlements

À défaut de dispositions spécifiques dans le CCAPS, la périodicité des règlements sera trimestrielle, ramenée à un mois à la demande du titulaire.

Toutefois, les prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

9.2.3 Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au MOE pour l'exécution des éléments de mission, fera l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions précisées dans le CCAP de chaque marché subséquent. Le titulaire pourra demander des acomptes pour chaque élément de mission. Dans ce cas il lui appartiendra de remettre tout justificatif prouvant la réalité de la créance.

À défaut de dispositions spécifiques dans le CCAPS, le rythme des règlements des sommes pour l'exécution des éléments de mission confiés dans le marché subséquent est le suivant :

Remarque : (1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

- Éléments de mission AVP ou PRO :

(1)	Exigibilité
70 %	En fonction de l'avancement de la réalisation des prestations
30 %	Après approbation de l'élément de mission par le RPA

- Éléments de mission AMT :

(1)	Exigibilité
60 %	Après validation par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des entreprises (DCE)
20 %	A la validation du rapport de l'analyse des offres
20 %	Après la mise au point des marchés de travaux

- Éléments de mission VISA :

(1)	Exigibilité
40 %	A l'issue de la période de préparation
60 %	A l'avancement du chantier

- Élément de mission DET :

(1)	Exigibilité
80%	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements proportionnelles au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux
20%	Après l'accord de tous les entrepreneurs sur leur décompte général et définitif ou après le traitement de toutes les réclamations des entrepreneurs

- Élément de mission OPC :

(1)	Exigibilité
20%	Après notification à l'ensemble des entrepreneurs du calendrier détaillé d'exécution des travaux
80%	Au prorata de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux et du calendrier détaillé d'exécution mis à jour

- Élément de mission AOR :

(1)	Exigibilité
40 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le MOE
20 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressée par le MOE
25 %	Après réception par le maître d'ouvrage de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)
15 %	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître d'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG

- Élément(s) de mission(s) complémentaire(s) : fixé(s) dans le ou les marchés subséquents concernés.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre le début de réalisation des prestations et le premier acompte ou entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du MOE (Article R2191-22 du CCP).

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le MOE indique l'état d'avancement de l'élément de mission permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce constat du maître d'ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

9.2.4 Facturation sous forme électronique

NB : Le terme "facture" désigne dans les marchés subséquents "le projet de décompte".

Conformément aux L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que les informations suivantes, qui seront transmises par le service ordonnateur suite à la notification du marché :

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) **du marché** État ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) **du marché** Région ;
- Le numéro d'engagement juridique Etat (EJ court) ou Région, selon le bon de commande ;
- Le numéro de SIRET du destinataire (État 110 002 011 00044 ou Région 200 053 767 00014) ;
- Le code du service exécutant de la dépense pour la Région (« Routes ») ou pour l'Etat (CGFB200069) ;
- L'émetteur de la facture (État ou Région) ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal à créditer ;
- Les références du bon de commande s'il y a lieu.

Lors du dépôt de la facture, le fichier devra respecter la nomenclature suivante :

État : Numéro de facturation interne - Nom du service de la DIRCE - Nom du fournisseur.

Région : Numéro de facturation interne - Nom du service de la DIRCE, pour le compte de la Région - Nom du fournisseur.

Il convient de prévenir le service ordonnateur à chaque dépôt en lui transmettant le certificat de dépôt concerné disponible sur Chorus Pro.

Remarques :

- Les factures doivent être transmises, selon la fréquence demandée (mensuelle/trimestrielle...) et regroupées en un seul et même dépôt sur Chorus Pro et sur une seule et même journée à prévoir au planning ;
- S'il s'est écoulé moins de 80 jours depuis le dépôt précédent, alors le RPA se réserve la possibilité de refuser la ou les factures concernées.

Les modalités de dépôt des factures via chorus pro périmètre État et périmètre Région sont annexées au présent CCAP.

9.2.5 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en

vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

9.2.6 Modalités particulières

Si les marchés subséquents sont passés avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 11 du CCAG, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet sa **demande de paiement** HT en faisant apparaître distinctement que la TVA est due par le preneur conformément à l'article 283-2 du Code Général des Impôts, via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter ;
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'Article 3 - ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du marché subséquent, empiète sur le montant sous-traité.

9.3 - Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire (Maître d'Œuvre) et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

9.4 - Variation des prix

Les répercussions sur les prix du BPS des variations des éléments constitutifs des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

9.4.1 Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG MOE, les prix des marchés subséquents sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres propre à la consultation subséquente.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

9.4.2 Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE.

9.4.3 Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés à chaque demande de paiement, en application de la formule suivante :

$$C_n = I_{n-3} / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ;
 I_{n-3} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations, moins 3 mois.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Il n'y aura pas de révision provisoire.

Dans le cas où un indice ne serait plus publié par les services éditeurs de statistiques (INSEE, etc.) pendant la durée du contrat mais qu'un indice de substitution serait mis en place, l'acheteur prendra acte de ce changement par ordre de service. Dans l'hypothèse où l'indice supprimé ne serait pas remplacé par un nouvel indice, l'acheteur choisira de nouveaux indices et/ou index par avenant.

9.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans tous les marchés subséquents, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités sont des sommes forfaitaires dues par le titulaire lorsqu'une obligation contractuelle n'est pas respectée. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA :

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA

correspondante est versée au titulaire qui procède à son auto-liquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également auto-liquider la TVA correspondante.

9.6 - Rémunération

9.6.1 Rémunération

Les prestations seront rémunérées par application de prix unitaires ou forfaitaires. En application du L.2432-1 du CCP, pour les missions de stricte MOE confiées au titulaire (hors AMOA donc), la rémunération du titulaire est faite sur la base d'un forfait déterminé au BPS.

9.6.2 Modification de la rémunération

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, le marché fait l'objet d'une modification en application de l'article L.2421-5 du CCP.

9.6.3 Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux C est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser le projet de renouvellement d'équipement **définies dans le programme** propre au marché subséquent. Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 fixé en page de garde de l'acte d'engagement du marché subséquent.

Le MOE s'engage sur une valeur de ce coût C sur la base des études d'Avant Projet.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle C_0 affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est mentionnée dans l'acte d'engagement du marché subséquent ou les documents de la consultation subséquente. Elle sert de base au calcul initial de la rémunération du titulaire par application d'un taux de rémunération, déterminé lors de la consultation subséquente en respectant les différents plafonds définis au BP de l'accord-cadre.

Après approbation de l'Avant Projet par le maître de l'ouvrage, le cas échéant, un ordre de service du RPA fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le MOE s'engage à respecter et modifie l'acte d'engagement en application de la clause de réexamen n°1 défini à l'article 7.6.1.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir la rémunération, calculée au pourcentage, par application de la formule suivante :

***Montant définitif de la rémunération = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux x
taux de rémunération.***

En cas de modification du programme ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, l'OS ou l'avenant défini à l'article 9.3 - fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

9.7 - Approvisionnements

Il n'est pas prévu de versement d'acompte pour approvisionnements.

9.8 - Variantes pour les marchés de travaux

Le MOE propose le cas échéant les variantes à l'initiative du maître d'ouvrage (solutions alternatives) auxquelles devront répondre les entreprises.

Le MOE propose au maître d'ouvrage d'autoriser ou non les variantes à l'initiative des entreprises, y compris celles permettant l'utilisation de matériaux recyclés. Dans le cas de variante, il propose les exigences minimales à respecter.

ARTICLE 10 - EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE APRÈS LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX

Sauf dérogation ou complément fixé dans le marché subséquent, les dispositions suivantes s'appliquent par défaut.

Dans le cadre de sa présente mission, le titulaire est chargé de faire appliquer les stipulations des marchés liant l'/les entreprise(s) et le maître d'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

10.1 - Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement

Le coût initial est celui qui résulte des marchés ou commandes passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation d'un projet de renouvellement d'équipements d'un tunnel, sur la base des études du MOE. Ces engagements peuvent être des marchés spécifiques, des marchés subséquents ou bons de commandes conclus dans des accords-cadres préexistants.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés ou commandes passés (pour réaliser un projet de renouvellement d'équipements dans un tunnel), chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m_0 du marché subséquent de maîtrise d'œuvre (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement C_r défini ainsi :

$$C_r = {}^{\textcircled{1}}\text{TP01}_{0-6} / \text{TP01}_{t-6}$$

avec : TP01₀₋₆ = Valeur de l'index TP01 au mois m_0 moins 6 mois ;
TP01_{t-6} = Valeur de l'index TP01 au mois m_0 moins 6 mois, du marché de travaux concerné.

^① TP01 : Index général TP

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Une décision du RPA constate et arrête le montant du coût initial des marchés de travaux que le MOE s'engage à respecter.

10.2 - Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Sauf modification dans le marché subséquent, le coût initial des marchés et commandes passés est assorti d'un **taux de tolérance** de 5 %.

10.3 - Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des marchés et commandes passés majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

10.4 - Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût total définitif des travaux est celui qui, après achèvement des travaux, résulte des prestations exécutées. Sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du titulaire (modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage après la passation des marchés de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage).

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m_0 (précisé en page de garde de l'acte

d'engagement) par application du coefficient de réajustement C_r tel que défini à l'article 10.1 - ci-dessus.

10.5 - Travaux modificatifs ou supplémentaires

10.5.1 Définition

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m_0 "Travaux".

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du MOE dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandé(e) par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le MOE estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 7.3 - ci-dessus.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le MOE en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du MOE.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux défini à l'article 10.4 ci-dessus.

10.5.2 Modalités d'acceptation

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le MOE, sont soumises à décision du RPA.

Les décisions du RPA relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du MOE, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le RPA.

10.6 - Réduction pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût total définitif des travaux est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 10.3 - et 10.4 - , le MOE supporte une réduction égale à :

$$10 \% \times (\text{coût total définitif des travaux} - \text{seuil de tolérance})$$

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de missions postérieurs à l'attribution des marchés de travaux. Cette dernière sera déduite du décompte général du marché subséquent de maîtrise d'œuvre correspondant (cf 9.2.1).

ARTICLE 11 - SUIVI DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Lorsque la "direction de l'exécution des marchés de travaux" incombe au MOE, il est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. À ce titre, il est l'interlocuteur principal des entrepreneurs.

Le MOE tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantiers.

Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le maître d'ouvrage lui fait connaître son arbitrage, le cas échéant, sous un délai de [huit] jours. En l'absence d'arbitrage du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre est libre de sa décision, dont il informe le maître d'ouvrage et les intervenants concernés.

En aucun cas le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

11.1 - Ordres de service du MOE à destination des entrepreneurs

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des marchés de travaux", le MOE est chargé d'émettre les ordres de service (OS) à destination des entrepreneurs. Pour les marchés déjà conclus qui sont à solliciter (cf 1.5 -), en tant que de besoin, le MOA donnera une délégation spécifique d'émission des OS au MOE ; a minima le MOE est chargé de leur rédaction.

Toutefois, les OS ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le MOE qu'après décision du RPA prise selon les modalités prévues à l'article 10.5.2 ci-dessus.

Les OS seront notifiés dans les conditions prévues dans les différents marchés.

11.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

11.2.1 *Coordonnateur SPS*

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque marché subséquent.

En l'absence de coactivité, un plan de prévention sera établi pour chaque marché subséquent entre le titulaire et les services d'exploitation de la DIR Centre-Est.

Les dispositions applicables en cas de recours à un CSPS sont les suivantes :

11.2.2 *Autorité du coordonnateur SPS*

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le MOE sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

11.2.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS

Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du MOE pour ses différentes réunions.

Obligations du MOE

Tout différend entre le MOE et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

- Le MOE communique directement au coordonnateur SPS :
 - tous les documents relatifs aux études d'exécution ;
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
 - chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.
- Le MOE informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le MOE s'engage à :
 - fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
 - respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au MOE et qui sera annexé au présent marché.
- Le MOE vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le MOE doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le MOE arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution :
 - Le MOE ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) dans le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) si celui-ci était requis ;
- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution :
 - Le MOE, après avoir :

- visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux,
- été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) dans le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) **si celui-ci était requis,**

avise par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

ARTICLE 12 - PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 16.2.1, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 16.2.4, les pénalités pour retard sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

12.1 - Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités par jour de retard sont les suivants :

Élément de mission	Tâche	Pénalité
AVP	Rédaction de l'AVP	200 €
	Reprise de l'AVP selon les remarques du RPA	150 €
PRO	Rédaction du PRO	200 €
	Reprise du PRO selon les remarques du RPA	150 €
AMT	Préparer les DCE	200 €
	Reprise du DCE selon les remarques du RPA	150 €
	Fourniture du rapport d'analyse des candidatures et des offres	150 €
	Reprise de l'analyse selon les remarques du RPA	150 €
	Mise au point des dossiers marchés	150 €
VISA	Première présentation au visa	200 €
	Présentation après modification(s)	150 €
DET	Comptes rendus de réunion de chantier	150 €
	Constats	150 €
	Notification des décisions	150 €
	Mémoires de réclamation et réserves sur OS	150 €
	État d'avancement	150 €
	Validation d'un projet de décompte	150 €
	Projets de décomptes finaux et solde	150 €
	Points d'arrêts	150 €
	Notes de synthèse	150 €

Élément de mission	Tâche	Pénalité
OPC	Calendrier des documents d'exécution	150 €
	Calendrier détaillé	150 €
	Mise à jour du calendrier détaillé	150 €
AOR	OPR + document de remise à l'exploitant conforme aux procédures de la DIR CE	150 €
	Proposition de réception	150 €
	DOE	150 €
	Examen des désordres	150 €
	PV de levée des réserves	150 €

Des pénalités de retard distinctes pourront être fixées dans les marchés subséquents. Par dérogation à article 16.2.3 du CCAG, ces pénalités de retard fixées dans les marchés subséquents sont comprises entre 100 et 200 € par jour.

12.2 - Autres pénalités

12.2.1 Retard dans la production d'un AR

Émission d'un accusé-réception au-delà d'un jour ouvré (cf.§1.3) : la pénalité journalière est fixée à 100 € (cent euros).

12.2.2 Non remise d'offre

La non-remise d'offre dans le délai imparti dans le règlement de consultation sera sanctionnée par le versement au RPA d'une somme forfaitaire de 4 000 € (quatre mille euros).

Pour l'application de cet alinéa, le dépôt d'une offre irrégulière ou incomplète ayant pourtant fait l'objet d'une demande de complément, comportant une clause éliminatoire ou manifestement produite en vue de faire croire à un respect du délai de remise, équivaut à une non-remise d'offre. Une procédure de résiliation pour non-remise d'offre peut également être entreprise par le RPA (cf. Article 5 -Résiliation).

12.2.3 Modification de l'équipe prévue

Le non respect de ses engagements par le titulaire, en affectant à l'exécution du marché subséquent une ou des personnes dont le profil n'est pas conforme à ceux déposés à l'appui de l'offre, entraîne l'application d'une pénalité égale à 5% du montant de la prestation par manquement constaté (exemple : 5 % mission PRO d'un MS). Cette pénalité ne pourra être supérieure à 50% du montant du marché subséquent concerné.

L'application de ces pénalités n'interdit pas au MOA d'appliquer une réfaction sur le prix des prestations exécutées si la qualité des prestations a été insatisfaisante du fait de ce changement.

Le titulaire sera toutefois dispensé de cette pénalité si, soit :

- Il a informé par écrit le MOA au préalable en lui proposant un ou des intervenant(s) de substitution disposant de compétences équivalentes, et le MOA a accepté cette substitution ;
- Il démontre que la (les) personne(s) substituée(s) a (ont) des compétences au moins équivalentes à celle(s) de la (des) personne(s) dont le(s) CV a (ont) été déposé(s).

12.2.4 Réception des demandes de paiement

Le défaut de mention de la date de réception ou de remise de la demande de paiement des entrepreneurs entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 150 € (cent cinquante euros) par demande présentée.

Dans les marchés de travaux à conclure, il pourra être prévu que le délai dans lequel le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte mensuel soit de 10 jours à compter de la réception de la demande du titulaire.

Dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux, en cas de dépassement par le titulaire du délai dans lequel le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte mensuel, il encourt une pénalité de 150 € (cent cinquante euros) par jour de retard. En cas de versement des intérêts moratoires par le maître d'ouvrage cette pénalité est égale au montant de ces intérêts qui lui sont directement imputables.

12.2.5 Absence du chef / directeur de projet

L'absence du chef / directeur de projet à une revue de projet, à une réunion de suivi ou tout autre réunion sur convocation du maître d'ouvrage entraîne l'application d'une pénalité de 100 € (cent euros) par réunion.

12.2.6 Absence du chef de projet / technicien sur chantier

L'absence du chef de projet / technicien sur chantier pour le suivi des travaux entraîne l'application d'une pénalité de 1 000 € (mille euros) par jour ou nuit d'intervention prévue.

12.2.7 Intervention par une personne non professionnelle

L'intervention par une personne non professionnelle et/ou ne faisant pas partie de l'équipe prévue lors du dépôt de l'offre pour la bonne réalisation des missions, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 500 € (cinq cents euros).

12.2.8 Retard de fourniture de document / production d'un livrable

En cas de retard dans la fourniture d'un document non mentionné à l'article 12.1 - ,de toute nature, dont la production ou la fourniture est due au titre d'un marché subséquent, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150 € (cent cinquante euros).

12.2.9 Travaux sous balisages

Lors d'interventions nécessitant la mise en place et le repli d'un balisage spécifique, et étant entendu que les jours et heures sont fixés en accord avec le MOE, il sera appliqué les pénalités suivantes :

- Non présentation du MOE sur le chantier au jour et à l'heure indiqués impliquant une annulation ou un report des travaux : 15 000 € (quinze mille euros) pour fermeture d'une autoroute ou route nationale et 2 400 € (deux mille quatre cent euros) pour tout balisage non utilisé ;
- Dès lors que le représentant du MOE sur chantier avait la possibilité d'ordonner l'arrêt des interventions des entrepreneurs pour permettre une levée des restrictions de circulation en temps et en heure, dans de bonnes conditions de sécurité pour l'usager :
 - Dépassement d'horaire impliquant le maintien d'une fermeture de sens d'autoroute ou de route nationale au-delà de la plage fixée par l'exploitant : 2 000 € (deux mille euros) de pénalité immédiate, à laquelle s'ajoute 250 € (deux cent cinquante euros) par tranche de 10 minutes révolues de retard supplémentaires (ex : 2 750 € de pénalité pour 35 min de

dépassement) ;

- Dépassement d'horaire impliquant le maintien d'une neutralisation de voie au-delà de la plage fixée par l'exploitant : 1 000 € (mille euros) de pénalité immédiate, à laquelle s'ajoute 150 € (cent cinquante euros) par tranche de 10 minutes révolues de retard supplémentaires (ex : 1 450 € de pénalité pour 35 min de dépassement) ;
- Dès lors que la responsabilité du MOE peut être directement établie dans le retard impliquant les nécessités suivantes :
 - Nécessité de journée ou nuit (entière ou partielle) supplémentaire, non initialement programmée conjointement entre le MOE et l'exploitant, entraînant la mise en place d'une neutralisation d'une voie : 1 500 € (mille cinq cent euros) ;
 - Nécessité de journée ou nuit (entière ou partielle) supplémentaire, non initialement programmée conjointement entre le MOE et l'exploitant, entraînant la fermeture d'un sens d'une autoroute ou route nationale : 15 000 € (quinze mille euros).

12.2.10 Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1.8.2, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € (mille euros) pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

13.1 - Retenue de garantie

Sans objet

13.2 - Avances

Pour les marchés subséquents ou les bons de commande supérieurs à 50 000 € HT d'une durée de plus de deux mois, une avance sera accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement du marché subséquent. Elle n'est due que sur la base du montant du marché subséquent ou du bon de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP, à :

- Pour les marchés subséquents et les commandes éventuelles **sur le périmètre État** : le pourcentage est fixé à 30 %. Le même pourcentage s'applique si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise).
- Pour les marchés subséquents et les commandes éventuelles **sur le périmètre Région** : le pourcentage est fixé à 5 %. Si le titulaire est une TPE-PME le pourcentage est de 10 %. Le titulaire qui souhaite le versement de l'avance doit préalablement constituer et transmettre à l'acheteur une garantie à première demande d'un montant égal à l'avance consentie, dès que le montant de cette avance est supérieur ou égal à 50 000 €.

Sur le périmètre Région uniquement: le titulaire qui souhaite le versement de l'avance doit préalablement constituer et transmettre à l'acheteur une garantie à première demande d'un montant égal à l'avance consentie, dès que le montant de cette avance est supérieur ou égale à 50 000 €.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 9.2 ci-dessus compté à partir de la date de début d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 14 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il sera fait application du CCAG MOE pour la cession des droits d'exploitation sur les résultats.

14.1 - Définitions

Les "résultats" désignent notamment les études, inventions, dessins, maquettes, logiciels, les documents écrits ou graphiques sur support matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché.

En complément de l'article 22.4 du CCAG, les œuvres protégées par le droit d'auteur comprennent notamment les œuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure, de lithographies, les œuvres graphiques et typographiques, les œuvres photographiques et celles réalisées à l'aide de techniques analogue à la photographie, les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture et aux sciences, les logiciels, y compris le matériel de conception préparatoire.

14.2 - Régime des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché.

Par dérogation aux dispositions de l'article 23 du CCAG, les dispositions suivantes s'appliquent :

- Le titulaire met ses connaissances antérieures au service du pouvoir adjudicateur. Ces connaissances antérieures sont notamment : les recensements existants, tous les documents d'études

antérieures sur les ouvrages concernés, etc.

14.3 - Régime des droits de propriété intellectuelle

Selon l'article 22.3 du CCAG, les droits de propriété intellectuelle désignent les droits de propriété littéraire et artistique et les droits de propriété industrielle.

En complément de l'article 24 du CCAG, les stipulations suivantes s'appliquent au présent accord-cadre.

14.3.1 Droits du pouvoir adjudicateur et des tiers désignés dans le marché

Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique : l'auteur d'une œuvre de l'esprit jouit sur cette œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous. Ce droit comporte des attributs d'ordre moral ainsi que des attributs d'ordre patrimonial. Le droit moral de l'auteur est attaché à sa personne, il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. Seuls les droits patrimoniaux de l'auteur, qui comprennent le droit de reproduction et le droit de représentation sont librement cessibles.

Le droit de représentation comporte, dans le respect des droits moraux, le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie et en l'état, par tous moyens, modes et procédés, en vue d'une exploitation à titre non commercial, pour les besoins découlant de l'objet du marché, et notamment à des fins d'information et de communication du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché, les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle, littéraire et artistique afférents aux résultats, pour les besoins découlant de l'objet du marché. Cette concession des droits est permanente et couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, pour la France et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent les droits patrimoniaux de reproduction et de représentation des résultats, en l'état, pour les besoins découlant de l'objet du marché, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. Le domaine d'exploitation des droits concédés est le suivant : utilisation, reproduction et/ou représentation des documents, plans et/ou de l'ouvrage sur tout support notamment photographique.

En conséquence, le pouvoir adjudicateur est autorisé à utiliser, représenter et reproduire tous les éléments et résultats établis par les titulaires (avis, programmes, études, plans, rapports, estimations financières, études préalables, enquêtes, audits, etc.) au titre du présent accord-cadre pour consulter les opérateurs économiques en charge des opérations de la DIRCE.

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Tout acte d'exploitation des résultats mentionnera le nom du titulaire du marché ou de tout autre auteur.

14.3.2 Droits du pouvoir adjudicateur

De manière générale, le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats, lorsque celle-ci est conforme aux besoins découlant de l'objet du marché.

En cas de résiliation du marché pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés dans le marché conservent, dans le respect du droit moral du concepteur initial,

l'ensemble des droits d'utilisation portant sur les résultats qui sont nécessaires pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés dans le marché ont la possibilité, après accord du titulaire, de transférer à des tiers autres, le droit d'utiliser les résultats dans les limites de l'objet du marché. L'accord du titulaire est formalisé par un avenant qui précise l'étendue des droits concédés.

Le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés dans le marché peuvent librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées dans le présent accord-cadre et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du code de la propriété intellectuelle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats. Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité pour le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés dans le marché de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, pour la mise en œuvre de leurs droits dans le respect de l'article 5 du CCAG. Toute publication doit mentionner le nom du titulaire du marché et des auteurs.

ARTICLE 15 - ADMISSION – ARRÊT DES PRESTATIONS

15.1 - Admission

15.1.1 Format des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis en version informatique et, sur demande du MOA, avec une copie sur support papier relié.

Les documents sont remis dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg.

15.1.2 Délais d'admission des documents

Les décisions relatives aux admissions des documents doivent intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous. Des délais distincts pourront être fixés dans les marchés subséquents.

Le Maître d'ouvrage procède aux vérifications et à la notification de la décision d'admission en l'état, ou avec observations, ou d'ajournement, ou de réfaction, ou de rejet, dans les délais suivants :

Mission	Document	Délai
AVP	Études d'avant-projet	45 jours
PRO	Études de projet	45 jours
AMT	Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE)	45 jours
	Analyse des offres et des candidatures	45 jours
DET	Compte rendu de réunion de chantier	7 jours
OPC	Calendrier détaillé d'exécution des travaux (si modification du délai global)	30 jours
AOR	Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)	45 jours

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RPA de ces documents.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG, si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai

ci-dessus, la prestation n'est pas considérée comme réceptionnée (pas de réception tacite).

15.1.3 Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai, qui par dérogation à l'article 21.2 du CCAG MOE, est fixé par le RPA.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

15.1.4 Réfactions

La décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens du chapitre 7 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

15.1.5 Rejet

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

ARTICLE 16 - DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES

16.1 - Informations réciproques des cocontractants

16.1.1 Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment de :

- Toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- La définition et la nature des missions confiées aux autres intervenants dans l'opération ;
- Toute observation ou tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

16.1.2 Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

En cas de groupement, le mandataire est le seul interlocuteur du maître d'ouvrage. Par conséquent, ce dernier se réserve à tout moment de considérer comme nul et non avenu ou comme étant inopposable toute forme d'écrit émanant d'un ou plusieurs co-traitants qui ne leur aurait pas été adressé par le mandataire du groupement.

16.2 - Réunions de suivi et rendez-vous techniques

Le maître d'ouvrage organise des réunions de suivi du déroulement de la mission à un rythme défini lors des marchés subséquents. Ces réunions peuvent être communes à plusieurs marchés subséquents. Participent à ces réunions, outre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, les intervenants désignés à l'article 1.3 du présent CCAP qui y sont invités.

Des rendez-vous techniques sont par ailleurs organisés par le maître d'ouvrage, à son initiative ou à la demande du maître d'œuvre, pour traiter de questions particulières. Y participent les intervenants concernés, ainsi que le cas échéant des conseillers et experts invités par le maître d'ouvrage.

La première réunion de suivi (réunion de lancement) est fixée dans l'ordre de service qui en notifie le début d'exécution du marché subséquent concerné ou par simple convocation émise à l'adresse électronique évoquée au 1.3. Les dates des réunions suivantes et des rendez-vous techniques sont fixées lors des réunions de suivi qui les précèdent.

Le maître d'œuvre est tenu de participer à ces réunions et rendez-vous dont il établit les comptes-rendus. Il y est obligatoirement représenté par les personnes nominativement désignées dans l'organigramme présenté dans l'offre, et concernées par les éléments de mission en cours à la date de la réunion.

16.3 - Gestion de la qualité

Dès le début d'exécution du marché subséquent, le titulaire présente au visa du maître d'ouvrage un plan d'assurance qualité (PAQ) détaillant, au moins pour les éléments de sa mission immédiatement exécutables, les dispositions qu'il prévoit de mettre en œuvre.

Ce PAQ est mis à jour et présenté au visa du maître d'ouvrage en début d'exécution de chaque nouvel élément de mission ou groupe d'éléments de missions dont la réalisation commence simultanément.

Le maître d'ouvrage peut faire procéder à tout moment, par les personnes qu'il désigne alors à cet effet, à un audit du respect par le titulaire des engagements en matière d'assurance qualité contenus dans le PAQ. Cet audit fait l'objet d'un rapport contradictoire mentionnant le cas échéant les écarts constatés. Le titulaire met alors en œuvre sans délai les corrections nécessaires à l'élimination de ces écarts.

ARTICLE 17 - RESPECT DU PROGRAMME ET DES RÈGLES DE L'ART

17.1 - Respect du programme

Le maître d'œuvre est tenu de respecter le programme de l'opération annexé au CCTP du marché subséquent. Il peut cependant proposer les modifications non substantielles de ce programme qui lui paraîtraient souhaitables d'un point de vue technique ou économique. Ces demandes sont examinées par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues à l'article 14 du CCAG MOE.

17.2 - Écarts aux règles de l'art

Le maître d'œuvre doit respecter, autant qu'il est possible sans remettre en cause l'économie de l'opération, les règles de l'art définies par les instructions et référentiels techniques listés au programme.

Le cas échéant, le maître d'œuvre soumet au maître d'ouvrage les écarts à ces règles qui lui paraissent indispensables à l'optimisation technico-économique du projet. Il transmet à cet effet les éléments nécessaires à l'appréciation du bien-fondé de ces écarts (notamment au regard des enjeux de sécurité routière), au maître d'ouvrage, aux prestataires chargés du contrôle extérieur, ainsi que, le cas échéant, aux experts et conseils désignés par le maître d'ouvrage. Au plus tard 15 jours après réception des éléments nécessaires par les personnes concernées, le maître d'ouvrage fait connaître au titulaire sa décision :

- D'acceptation ou de rejet, assortie éventuellement d'observations quant aux suites à donner ;
- D'organiser un rendez-vous technique afin de statuer sur les mesures à arrêter.

Les délais d'examen des demandes d'acceptation d'écarts sont sans incidence sur les délais contractuels et il appartient donc au maître d'œuvre de s'organiser en conséquence.

Les dispositions définies ci-dessus s'appliquent pendant toute la durée du marché, y compris pendant l'exécution des travaux. Le maître d'œuvre saisira donc dans les mêmes conditions le maître d'ouvrage des écarts aux règles de l'art qui pourraient résulter d'adaptations du projet envisagées en cours de travaux.

ARTICLE 18 - RÉSILIATION DES MARCHES SUBSÉQUENTS

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 inclus du CCAG, avec les précisions décrites dans le présent article.

18.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, pour des motifs d'intérêt général, mettre fin à un marché par une décision de résiliation notifiée au titulaire.

Le montant de l'indemnité de résiliation est fixé dans l'article 31 du CCAG.

18.2 - Résiliation du marché aux torts du MOE ou cas particulier

Les éventuels excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après une résiliation aux torts du MOE, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

18.3 - Résiliation du marché par arrêt des prestations ou autres cas de résiliation

Un marché subséquent pourra notamment être résilié dans l'un des cas suivants :

- Le MOE s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités, dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 10.3 - ;
- Après appel à la concurrence infructueux, lorsque le MOE ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

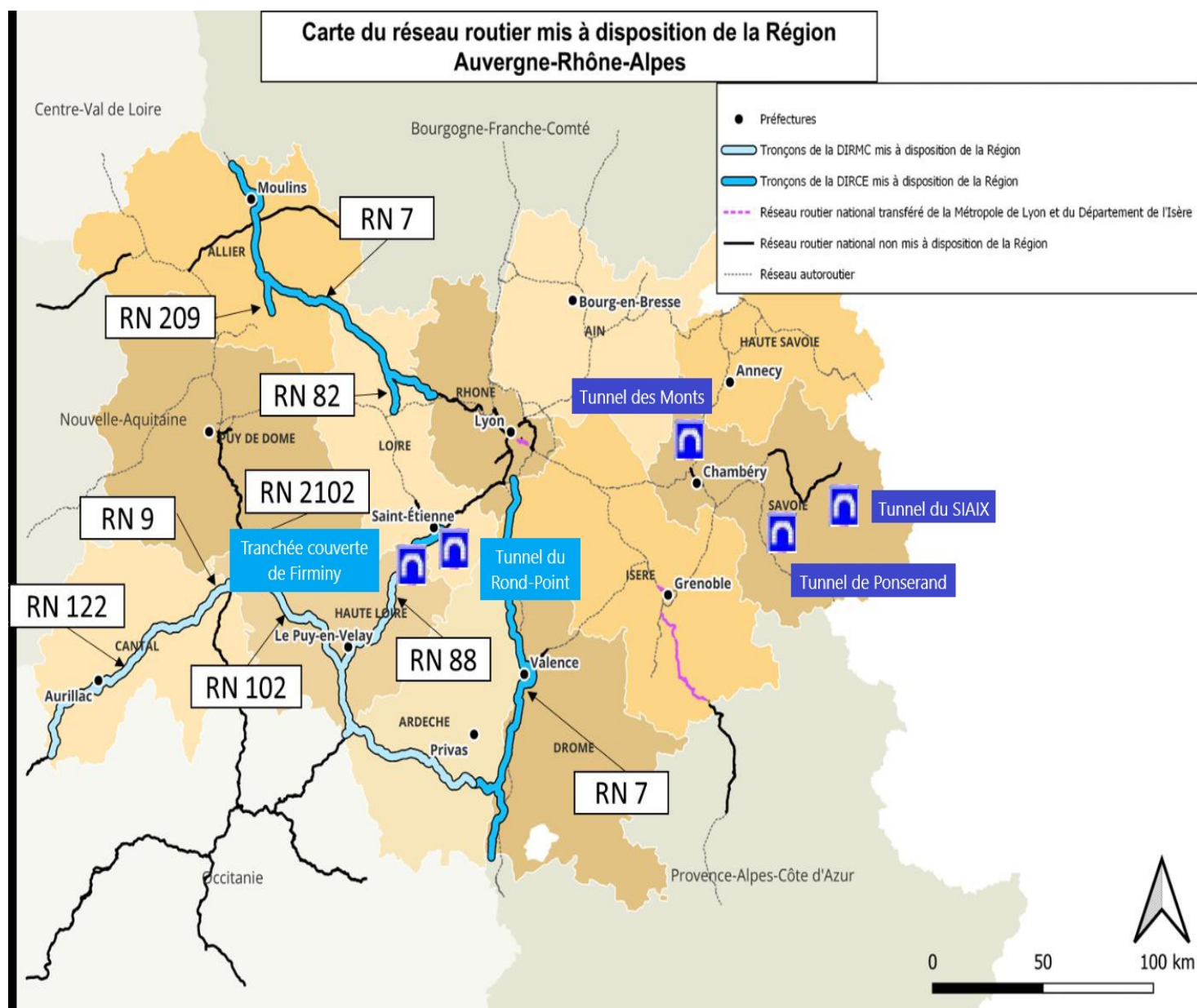
ARTICLE 19 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations aux CCAG Travaux prévus par le présent CCAP sont les suivantes :

2	Déroge	aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG
3.2	Déroge	à l'article 10.1.1 du CCAG
4.2	Déroge	aux articles 16.2.1, 16.2.2 et 16.2.4 du CCAG
5	Déroge	aux articles 25 à 31 du CCAG
7.5.1	Déroge	à l'article 3.6.2 du CCAG
8	Déroge	à l'article 4.1 du CCAG
9.2.1	Déroge	aux articles 11.8.5, 11.7.3 et 11 du CCAG
9.4.1	Déroge	à l'article 10.1.1 du GGAG
12	Déroge	aux articles 16.2.4, 16.2.1 et 16.2.2 du CCAG
13.2	Déroge	à l'article 11.1 du CCAG
14.2	Déroge	à l'article 23 du CCAG
15.1.2	Déroge	à l'article 21 du CCAG
15.1.3	Déroge	à l'article 21.2 du CCAG

Les documents spécifiques aux marchés subséquents pouvant déroger aux documents généraux ainsi qu'aux documents du présent accord cadre, la liste ci-dessus n'est donc pas exhaustive et sera complétée dans chaque marché subséquent.

ANNEXE 1 - Carte du réseau DIRCE mis à disposition Région AURA



ANNEXE 2
Modalités de dépôt des factures via le portail
CHORUS PRO « FACTURE TRAVAUX » - ETAT

Cette procédure a pour objectif de vous informer et vous rappeler les consignes à respecter lors du dépôt de vos factures.

✓ S'agissant d'une facture relative à un **marché**, pour lequel un Acte d'Engagement a été établi et notifié, celle-ci doit être obligatoirement dématérialisée et déposée sur l'espace Chorus Pro « **FACTURE TRAVAUX** ».

✓ Rappel des consignes pour déposer :

- Regrouper toutes les factures ou projets de décomptes du mois, sur **un seul et unique dépôt par mois et par marché**.

- En cas de groupement, quelle qu'en soit la forme, **seul le mandataire est habilité à déposer**.

- Le numéro de SIRET utilisé pour faire **votre** dépôt doit être **le même que celui renseigné dans le marché**.

- Le **cadre de facturation et les destinataires choisis** ont un impact très important sur le traitement de la facture.

Exemple pour un dépôt mensuel : déposer sur le cadre de facturation :

A4-Projet de décompte mensuel déposé par un fournisseur

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

* Cadre de facturation:

A4 – Projet de décompte mensuel déposé par un fournisseur



✓ Informations obligatoires à renseigner :

Dans le bloc
« Destinataire de la facture » :
renseigner les numéros de SIRET du

maître d'ouvrage
et du
maître d'œuvre.

*Ces éléments doivent vous être transmis
par le service acheteur
(voir tableau ci-dessous)*

Ne pas saisir de « code service »

DESTINATAIRE DE LA FACTURE

Maîtrise d'ouvrage

* SIRET :

Rechercher une structu...

Recherche avancée

Raison sociale :

Service :

Rechercher un service

Recherche avancée

Libellé service :

Maîtrise d'œuvre :

* SIRET :

Rechercher une structu...

Recherche avancée

Titulaire	Nom du Titulaire
Opération	Nom de l'opération
Maîtrise d'ouvrage (MOA)	DIRCE, DREAL...
Maîtrise d'œuvre (MOE)	DIRCE, MOE privé...
Service acheteur de la DIRCE	SIR Lyon, SES...
Objet du marché	Objet
n° de marché	Ex : 2018.xxxxxxxxxx
Éléments de saisie dans Chorus PRO	
n° Siret MOA	ex. DIRCE : 13000173800017
n° Siret MOE	ex. DIRCE : 13000173800017
n° d'engagement	N° EJ du marché : 11000xxxxx

- ✓ Après la validation de votre dépôt, il est vivement recommandé :
- d'éditer le « **certificat de dépôt** » et vérifier les informations. Celui-ci peut vous être demandé par le service acheteur ultérieurement.
 - d'informer le service acheteur de votre dépôt en joignant une copie des éléments déposés.

✓ Règle de nomenclature du dépôt :

Nom du service de la DIRCE – Nom du fournisseur – Numero de facturation interne

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-les-factures-de-travaux-pour-les-fournisseurs-titulaires-sous-traitants-et-cotraitants/#1530265053516-4c37f316-9bc2>

ANNEXE 3

Modalités de dépôt des factures via le portail CHORUS PRO « FACTURE » - REGION

Cette procédure a pour objectif de vous informer et vous rappeler les consignes à respecter lors du dépôt de vos factures.

- ✓ S'agissant d'une facture courante, celle-ci doit être obligatoirement dématérialisée et déposée sur l'espace Chorus Pro « **FACTURE** ».
- ✓ Informations obligatoires à renseigner :

Référence à rappeler : - N° d'engagement : Exxxxxxxx - Code Service : ROUTE
--

- Le numéro d'engagement : **Ce numéro est propre à chaque marché** ; il sera renseigné à l'édition du bon de commande (obtention du numéro via l'outil Grand Angle auprès du gestionnaire comptable CAF).
- Le code service : **ROUTES** (également déjà renseigné sur le bon de commande)
- La TVA : **TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR03200053767**
- le Destinataire de la facture : renseigner le n° SIRET de La Région Auvergne Rhône Alpes : 20005376700014
- **Le n° de la facture d'origine : Indiquer DIRCE + votre numéro de facture entreprise**

DESTINATAIRE DE LA FACTURE

Le destinataire est-il l'État ? :

☐ NON

* SIRET :

Rechercher une structure

Recherche avancée

Raison sociale :

Code service

Rechercher un service

Recherche avancée

Libellé service :

20005376700014 ROUTES

✓ **Après la validation de votre dépôt, il est vivement recommandé d'éditer le « certificat de dépôt »** et vérifier les informations. Celui-ci peut vous être demandé par le service acheteur ultérieurement.

Toute votre attention est requise sur ces modalités particulières qui doivent être mises en œuvre le plus rigoureusement possible. En effet, en cas d'erreur, les risques de rejets sont très importants et les retards de paiement forts probables.